

Première adaptation du contrat d'administration pour la période 2002-2004 conclu entre l'Etat belge et l'Institut national d'Assurances sociales pour Travailleurs indépendants

Article 1^{er}. Un article 73bis, rédigé comme suit, est inséré dans le contrat d'administration conclu entre l'Etat belge et l'Institut national d'Assurances sociales pour Travailleurs indépendants :

« 73bis. § 1^{er}. Les coefficients d'adaptation des différents crédits de gestion liés à l'indice santé et à la norme de croissance prévue dans le pacte de stabilité 2001-2005 sont fixés par le Ministre du Budget.

§ 2. Pour l'enveloppe budgétaire 2003, il est octroyé — au-delà de la norme de croissance — un supplément pour les frais de personnel de 620.407,00 EUR qui représente la différence entre le coût de la réforme des carrières 2003 par rapport à 2002. »

Art. 2. La présente adaptation produit ses effets le 1^{er} janvier 2003.

Bruxelles, le 5 février 2003.

Pour l'INASTI :

La délégation du conseil d'administration,
A. DAMSEAUX,
président.

A.-M. BOEL-RAYMAECKERS,
vice-président.

P. COLIN,
vice-président.

R. WAEYAERT,
administrateur.

L'Administration générale :

L. PAEME,
administrateur général.

M. WARNIER,
administrateur général adjoint.

Pour l'Etat :

Le Ministre du Budget,
J. VANDE LANOTTE

Le Ministre chargé des Classes moyennes,
R. DAEMS

Le Ministre de la Fonction publique
et de la Modernisation de l'Administration,
L. VAN DEN BOSSCHE

Eerste aanpassing van de bestuursovereenkomst voor de periode 2002-2004 tussen de Belgische Staat en het Rijksinstituut voor de Sociale Verzekeringen der Zelfstandigen

Artikel 1. In de bestuursovereenkomst afgesloten tussen de Belgische Staat en het Rijksinstituut voor de Sociale Verzekeringen der Zelfstandigen, wordt een artikel 73bis ingevoegd, luidende :

« 73bis. § 1. De aanpassingscoëfficiënten van de verschillende beheerskredieten die aan de gezondheidsindex en aan de groeivoet ingeschreven in het stabiliteitpact 2001-2005 gebonden zijn, worden door de Minister van Begroting vastgelegd.

§ 2. Voor de begrotingsenveloppe 2003 wordt bovenop de groeionorm een supplement van 620.407,00 EUR toegekend, bestemd voor de personeelskosten, en die overeenstemt met het verschil tussen de kostprijs van de hervorming van de loopbanen voor de jaren 2002 en 2003. »

Art. 2. Deze aanpassing heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2003.

Brussel, 5 februari 2003.

Voor het RSVZ :

De afvaardiging van de raad van beheer,
A. DAMSEAUX,
voorzitter.

A.-M. BOEL-RAYMAECKERS,
ondervoorzitster.

P. COLIN,
ondervoorzitster.

R. WAEYAERT,
beheerder.

De administratie-generaal :

L. PAEME,
administrateur-generaal.

M. WARNIER,
adjunct-administrateur-generaal.

Voor de Staat :

De Minister van Begroting,
J. VANDE LANOTTE

De Minister belast met Middenstand,
R. DAEMS

De Minister van Ambtenarenzaken
en Modernisering van de Openbare Besturen,
L. VAN DEN BOSSCHE

**SERVICE PUBLIC FEDERAL
SECURITE SOCIALE**

F. 2003 — 3439

[C — 2003/22843]

11 JUILLET 2003. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 8 avril 1976 établissant le régime des prestations familiales en faveur des travailleurs indépendants

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 29 mars 1976 relative aux prestations familiales en faveur des travailleurs indépendants, notamment l'article 1^{er}, alinéa 1^{er};

Vu l'arrêté royal du 8 avril 1976 établissant le régime des prestations familiales en faveur des travailleurs indépendants, notamment les articles 20, modifié par les arrêtés royaux des 19 juillet 1985, 1^{er} mars 1989, 21 février 1991 et 13 juillet 2001, 26, modifié par les arrêtés royaux des 21 février 1991, 28 août 1991 et 18 décembre 1996, 28, modifié par les arrêtés royaux des 5 novembre 1987 et 6 décembre 2002, et 35, modifié par l'arrêté royal du 28 août 1991;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 28 mars 2003;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 3 avril 2003;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST
SOCIALE ZEKERHEID**

N. 2003 — 3439

[C — 2003/22843]

11 JULI 2003. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 april 1976 houdende regeling van de gezinsbijslag ten voordele van de zelfstandigen

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 29 maart 1976 betreffende de gezinsbijslag voor zelfstandigen, inzonderheid op artikel 1, eerste lid;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 april 1976 houdende regeling van de gezinsbijslag ten voordele van de zelfstandigen, inzonderheid op de artikelen 20, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 19 juli 1985, 1 maart 1989, 21 februari 1991 en 13 juli 2001, 26 gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 21 februari 1991, 28 augustus 1991 en 18 december 1996, 28, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 5 november 1987 en 6 december 2002, en 35, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 28 augustus 1991;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 28 maart 2003;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 3 april 2003;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que dans le régime des allocations familiales pour travailleurs salariés, certaines dispositions relatives aux enfants atteints d'une affection, et annoncées par la loi-programme (I) du 24 décembre 2002 entrent en vigueur le 1^{er} mai 2003;

Considérant qu'il est indiqué d'adopter les mêmes mesures dans le régime des allocations familiales pour travailleurs indépendants, pour des raisons d'équité et d'harmonisation entre le régime des allocations familiales pour travailleurs salariés et celui pour travailleurs indépendants,

Sur la proposition de notre Ministre chargé des Classes moyennes, et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. A l'article 20 de l'arrêté royal du 8 avril 1976 établissant le régime des prestations familiales en faveur des travailleurs indépendants, modifié par les arrêtés royaux des 19 juillet 1985, 11 avril 1987, 5 novembre 1987, 1^{er} mars 1989, 21 février 1991 et 13 juillet 2001, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le § 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « de l'article 26, § 1^{er} » sont remplacés par les mots « des articles 26, § 1^{er} ou 26, § 1^{er} bis »;

2° dans le § 2, alinéa 1^{er}, les mots « handicapé âgé de moins de 21 ans, atteint d'une incapacité physique ou mentale de 66 % au moins » sont remplacés par les mots « visé à l'article 26, § 1^{er}, alinéa 1^{er} »;

3° il est inséré un § 2bis rédigé comme suit :

« § 2bis. Les montants visés au § 1^{er} sont, pour l'enfant visé à l'article 26, § 1^{er} bis, majorés en fonction de la gravité des conséquences de l'affection, d'un supplément de 60 EUR, 150 EUR, 250 EUR, 350 EUR, 375 EUR ou 400 EUR, dans les conditions déterminées par Nous.

L'enfant, qui est né après le 1^{er} janvier 1996, peut bénéficier du supplément par application du § 2 sous les conditions et pour une période déterminées par Nous. »;

4° le § 3 est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. Si l'octroi du supplément visé aux §§ 2 et 2bis est la conséquence d'un refus de traitement, ce supplément n'est pas octroyé.

Les règles selon lesquelles le refus de traitement est constaté et par qui sont déterminées par Nous. »

Art. 2. A l'article 26 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 22 mars 1984, 5 novembre 1987, 21 février 1991, 28 août 1991 et 18 décembre 1996, sont apportés les modifications suivantes :

1° au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « qui est né au plus tard le 1^{er} janvier 1996 et qui est » sont insérés entre les mots « de l'enfant » et les mots « atteint d'une »;

2° il est inséré un § 1^{er} bis rédigé comme suit :

« § 1^{er} bis. Les allocations familiales sont accordées jusqu'à l'âge de 21 ans en faveur de l'enfant qui est né après le 1^{er} janvier 1996 et qui est atteint d'une affection qui a des conséquences pour lui sur le plan de l'incapacité physique ou mentale ou sur le plan de l'activité et de la participation, ou pour son entourage familial.

Les critères et le mode de constatation des conséquences de l'affection visée à l'alinéa 1^{er}, ainsi que les conditions auxquelles l'enfant doit satisfaire, sont déterminés par Nous.

La constatation des conséquences de l'affection peut faire l'objet d'une révision dans les conditions déterminées par Nous.

Art. 3. A l'article 28 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 5 novembre 1987 et 6 décembre 2002, les mots « article 20, § 2 » sont remplacés par les « l'article 20, §§ 2 et 2bis ».

Art. 4. A l'article 35, § 2 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 28 août 1991, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « aux articles 26 et 28 » sont remplacés par les mots « aux articles 26, § 1^{er} et 28 »;

2° l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« Les prestations familiales sont accordées en faveur du bénéficiaire visé aux articles 26, § 1^{er} bis et 28 après constatation de son incapacité physique ou mentale résultant d'une ou de plusieurs affections, de la date de début et de sa durée, et laquelle est calculée et fixée suivant le « Barème officiel belge des invalidités » et/ou la « Liste des affections pédiatriques », approuvés par Nous. »

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat in het kinderbijslagstelsel voor werknemers sommige bepalingen betreffende de kinderen met een aandoening, die door de programmawet (I) van 24 december 2002 aangekondigd waren, op 1 mei 2003 in werking treden;

Overwegende dat het aangewezen is, voor redenen van billijkheid en harmonisering tussen het kinderbijslagstelsel voor werknemers en dit voor zelfstandigen, dezelfde maatregelen in het kinderbijslagstelsel voor zelfstandigen door te voeren;

Op de voordracht van Onze Minister belast met Middenstand, en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 20 van het koninklijk besluit van 8 april 1976 houdende regeling van de gezinsbijslag ten voordele van de zelfstandigen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 19 juli 1985, 11 april 1987, 5 november 1987, 1 maart 1989, 21 februari 1991 en 13 juli 2001, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, eerste lid, worden de woorden « van artikel 26, § 1 » vervangen door de woorden « van de artikelen 26, § 1 of 26, § 1 bis »;

2° in § 2, eerste lid, worden de woorden « gehandicapt kind van minder dan 21 jaar dat getroffen is door een lichamelijke of geestelijke ongeschiktheid van ten minste 66 % » vervangen door de woorden « kind bedoeld in artikel 26, § 1, eerste lid »;

3° een § 2bis wordt ingevoegd, luidende :

« § 2bis. De bedragen bedoeld in § 1 worden voor het kind bedoeld in artikel 26, § 1 bis, naargelang van de ernst van de gevolgen van de aandoening, verhoogd met een bijslag van 60 EUR, 150 EUR, 250 EUR, 350 EUR of 400 EUR, onder de voorwaarden bepaald door Ons.

Het kind, dat geboren is na 1 januari 1996, kan de bijslag genieten met toepassing van § 2, onder de voorwaarden en voor een periode bepaald door Ons. »;

4° § 3 wordt vervangen als volgt :

« § 3. Indien de toekenning van de bijslag, bedoeld in §§ 2 en 2bis, het gevolg zou zijn van een weigering van behandeling, wordt deze bijslag niet toegekend.

Door wie en volgens welke regels de weigering van behandeling wordt vastgesteld, wordt door Ons bepaald. »

Art. 2. In artikel 26 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 22 maart 1984, 5 november 1987, 21 februari 1991, 28 augustus 1991 en 18 december 1996, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, eerste lid, worden de woorden « dat geboren is uiterlijk op 1 januari 1996 en » ingevoegd tussen de woorden « van het kind » en « dat voor ten minste »;

2° een § 1bis wordt ingevoegd, luidend als volgt :

« § 1bis. De kinderbijslag wordt tot de leeftijd van 21 jaar toegekend ten behoeve van het kind dat geboren is na 1 januari 1996 en een aandoening heeft die gevolgen heeft voor hemzelf, op het vlak van de lichamelijke of geestelijke ongeschiktheid of op het vlak van de activiteit en de participatie, of voor zijn familiale omgeving.

De criteria en de wijze van vaststelling van de gevolgen van de aandoening bedoeld in het eerste lid, alsmede de voorwaarden waaraan het kind moet voldoen, worden door Ons bepaald.

De vaststelling van de gevolgen van de aandoening kan worden herzien onder de door Ons bepaalde voorwaarden.

Art. 3. In artikel 28 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 5 november 1987 en 6 december 2002, worden de woorden « artikel 20, § 2 » vervangen door de woorden « artikel 20, §§ 2 en 2bis ».

Art. 4. In artikel 35, § 2, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 28 augustus 1991, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « in de artikelen 26 en 28 » vervangen door de woorden « in de artikelen 26, § 1 en 28 »;

2° het volgende lid wordt ingevoegd tussen het eerste en het tweede lid :

« De gezinsbijslag wordt toegekend ten gunste van de rechthebbende beoogd in de artikelen 26, § 1 bis en 28 na vaststelling van zijn lichamelijke of geestelijke ongeschiktheid, ingevolge één of meer aandoeningen, van de begindatum en van de duur ervan, en welke berekend en vastgesteld wordt volgens de « Officiële Belgische Schaal ter bepaling van de graad van invaliditeit » en/of de « Lijst van pediatrie aandoeningen », goedgekeurd door Ons. »

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} mai 2003.

Art. 6. Notre Ministre chargé des Classes moyennes est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 11 juillet 2003.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre chargé des Classes moyennes,
R. DAEMS

Art. 5. Dit besluit treedt in werking op 1 mei 2003.

Art. 6. Onze Minister belast met Middenstand wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 11 juli 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister belast met Middenstand,
R. DAEMS

**SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,
TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE**

F. 2003 — 3440

[C — 2003/12536]

2 JUILLET 2003. — Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail du 9 novembre 2001, conclue au sein de la Commission paritaire de l'industrie textile et de la bonneterie, concernant l'actualisation de la classification des fonctions pour les ouvriers de l'industrie textile et de la bonneterie, telle qu'introduite par le chapitre V, "Classification des fonctions et échelles de salaires", de la convention collective de travail du 4 mars 1993, portant exécution de l'accord interprofessionnel 1993-1994 (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment l'article 28;

Vu la convention collective de travail du 4 mars 1993, conclue au sein de la Commission paritaire de l'industrie textile et de la bonneterie, portant exécution de l'accord interprofessionnel 1993-1994, rendue obligatoire par l'arrêté royal du 5 juillet 1994, notamment le chapitre V;

Vu la demande de la Commission paritaire de l'industrie textile et de la bonneterie;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Est rendue obligatoire la convention collective de travail du 9 novembre 2001, reprise en annexe, conclue au sein de la Commission paritaire de l'industrie textile et de la bonneterie, concernant l'actualisation de la classification des fonctions pour les ouvriers de l'industrie textile et de la bonneterie, telle qu'introduite par le chapitre V, "Classification des fonctions et échelles de salaires", de la convention collective de travail du 4 mars 1993, portant exécution de l'accord interprofessionnel 1993-1994.

Art. 2. Notre Ministre de l'Emploi est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 2 juillet 2003.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi,
Mme L. ONKELINX

—
Note

(1) Références au *Moniteur belge* :

Loi du 5 décembre 1968, *Moniteur belge* du 15 janvier 1969.

Arrêté royal du 5 juillet 1994, *Moniteur belge* du 19 juillet 1994.

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG**

N. 2003 — 3440

[C — 2003/12536]

2 JULI 2003. — Koninklijk besluit waarbij algemeen verbindend wordt verklaard de collectieve arbeidsovereenkomst van 9 november 2001, gesloten in het Paritair Comité voor de textielnijverheid en het breiwerk, houdende actualisatie van de functieclassificatie voor de arbeiders van de textielnijverheid en het breiwerk, zoals ingevoerd door hoofdstuk V, "Functieclassificatie en baremieke loonschalen" van de collectieve arbeidsovereenkomst van 4 maart 1993 houdende uitvoering van het interprofessioneel akkoord 1993-1994 (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op artikel 28;

Gelet op de collectieve arbeidsovereenkomst van 4 maart 1993, gesloten in het Paritair Comité voor de textielnijverheid en het breiwerk, houdende actualisatie van de functieclassificatie voor de arbeiders van de textielnijverheid en het breiwerk, zoals ingevoerd door hoofdstuk V, "Functieclassificatie en baremieke loonschalen" van de collectieve arbeidsovereenkomst van 4 maart 1993 houdende uitvoering van het interprofessioneel akkoord 1993-1994, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 5 juli 1994 inzonderheid op hoofdstuk V;

Gelet op het verzoek van het Paritair Comité voor de textielnijverheid en het breiwerk;

Op de voordracht van Onze Minister van Werkgelegenheid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Algemeen verbindend wordt verklaard de als bijlage overgenomen collectieve arbeidsovereenkomst van 9 november 2001, gesloten in het Paritair Comité voor de textielnijverheid en het breiwerk, houdende actualisatie van de functieclassificatie voor de arbeiders van de textielnijverheid en het breiwerk, zoals ingevoerd door hoofdstuk V, "Functieclassificatie en baremieke loonschalen" van de collectieve arbeidsovereenkomst van 4 maart 1993 houdende uitvoering van het interprofessioneel akkoord 1993-1994.

Art. 2. Onze Minister van Werkgelegenheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 2 juli 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Werkgelegenheid,
Mevr. L. ONKELINX

—
Nota

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 5 december 1968, *Belgisch Staatsblad* van 15 januari 1969.

Koninklijk besluit van 5 juli 1994, *Belgisch Staatsblad* van 19 juli 1994.